

L'aide au développement consentie par les pays de l'OCDE affiche un recul de 5.1 % en 2006

03/04/2007 - Les apports totaux d'aide publique au développement (APD) consentis par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) ont affiché un recul de 5.1 % en 2006, avec 103.9 milliards USD. Ce chiffre représente 0.30 % du revenu national brut (RNB) cumulé des membres (voir le tableau 1 et le graphique 1). En termes réels cela marque la première diminution de l'APD depuis 1997, bien que le niveau enregistré soit, à l'exception de 2005, le plus élevé.

Cette contraction avait été anticipée. En 2005, l'APD avait en effet atteint un niveau exceptionnellement élevé en raison de l'ampleur des opérations d'allégement de la dette conclues dans le cadre du Club de Paris (en faveur de l'Irak et du Nigeria, en particulier), qui en avaient porté le volume au chiffre sans précédent de 106.8 milliards USD. En 2006, les dons nets au titre des remises de dette ont à nouveau représenté une part substantielle de l'APD nette (voir le tableau 2) avec la mise en œuvre des phases suivantes des accords conclus dans le cadre du Club de Paris : un peu plus de 3 milliards USD pour l'Irak et près de 11 milliards USD pour le Nigeria. Si l'on fait abstraction de ces sommes, l'APD a fléchi de 1.8 %.

Au vu des données préliminaires, les apports nets d'APD bilatérale à l'Afrique subsaharienne ont progressé de 23 % en termes réels, pour s'établir aux alentours de 28 milliards USD. L'essentiel de cet accroissement est toutefois imputable aux remises de dette. Si on laisse de côté les allègements de dette dont a bénéficié le Nigeria, l'aide reçue par l'Afrique subsaharienne n'a augmenté que de 2 %.

Les seuls pays qui ont atteint ou dépassé l'objectif de 0.7 % du RNB fixé pour l'APD par les Nations unies sont la Suède, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark. Le donneur qui s'est montré le plus généreux en 2006 est les États-unis ; viennent ensuite le Royaume-Uni, le Japon, la France et l'Allemagne. Les apports cumulés d'APD des 15 membres du CAD appartenant à l'Union européenne (UE) ont représenté 57 % de l'APD totale.

En 2006, l'APD nette des États-unis s'est chiffrée à 22.7 milliards USD, en recul de 20 % en termes réels. Le rapport APD/RNB a lui aussi fléchi, à 0.17 %. Cette diminution est pour l'essentiel imputable au niveau exceptionnel des remises de dette en 2005, les États-unis ayant choisi d'effacer la totalité de leurs créances en cours sur l'Irak en 2005 plutôt que d'étaler cette opération sur plusieurs années. Les versements à l'Afrique subsaharienne (5.6 milliards USD) ont atteint un niveau record sous l'effet principalement des remises de dette (1.4 milliard USD, dont 0.6 milliard pour le Nigeria) et de l'accroissement des concours affectés aux programmes en faveur de l'éducation et de la lutte contre le sida et le paludisme. Les apports nets d'APD à l'Irak sont restés importants (4.8 milliards USD), ceux destinés à l'Afghanistan ont augmenté (1.6 milliard USD) et ceux consentis aux pays les moins avancés se sont élevés à un niveau sans précédent (5.5 milliards USD).

L'APD nette du Japon s'est élevée à 11.6 milliards USD, soit 0.25 % du RNB. Le recul de 9.6 % enregistré par rapport à 2005 s'explique largement par le volume exceptionnel, en 2005, des dépenses d'aide humanitaire engagées à la suite du tsunami dans l'Océan Indien et des allègements de dette consentis à l'Irak, notamment. L'APD nette du Japon s'inscrit depuis 2000 sur une tendance à la baisse, sauf pour l'année 2005 où elle a augmenté sous l'effet des allègements de dette. Dans le chiffre total de l'APD japonaise pour 2006 entre un accroissement des contributions de ce pays aux institutions financières internationales.

En 2006, l'APD globale des 15 membres du CAD appartenant à l'UE a légèrement augmenté, de 2.7 % en termes réels, pour s'élever à 58.9 milliards USD, contre 55.7 milliards USD en 2005. Ce chiffre représente 0.43 % de leur RNB cumulé, et est donc largement supérieur à l'objectif de 0.39 % visé pour le rapport APD/RNB global au niveau de l'UE. La progression enregistrée en 2006 est imputable avant tout aux remises de dette.

Une augmentation des dépenses d'aide a été observée dans les dix États membres de l'UE suivants:

- Irlande (33.7 %), en raison de l'accroissement de l'aide bilatérale et de l'ampleur des contributions aux organisations multilatérales.
- Espagne (20.3 %), du fait de l'accroissement considérable des contributions aux Nations unies et à d'autres organisations multilatérales ainsi que de la progression des versements de l'AECE, l'agence espagnole de coopération.
- Suède (15 %), en raison d'un renforcement général de l'effort d'aide et d'allègement de la dette.
- Royaume-Uni (13.1 %), sous l'effet d'une augmentation substantielle des contributions aux organisations internationales.
- Et aussi Allemagne (0.9 %), Danemark (2.9 %), France (1.4 %), Luxembourg (4.9 %), Pays-Bas (4.2 %) et Portugal (0.6 %). Par contre, ces dépenses ont diminué en Autriche (-6.0 %), en Belgique (-2.7 %), en Finlande (-9.9 %), en Grèce (-4.1 %) et en Italie (-30 %, du fait principalement du calendrier des contributions aux organisations internationales).

Les apports de la Commission européenne (CE) ont progressé de 5.7 % pour atteindre 10.2 milliards USD, sous l'effet de l'accroissement des concours affectés au soutien budgétaire et d'une amélioration de la capacité de versement de la CE compte tenu de l'augmentation du volume des engagements ces dernières années.

Parmi les évolutions constatées entre 2005 et 2006 dans d'autres pays du CAD, on notera les suivantes :

- Australie (22.8 %), sous l'effet principalement de l'augmentation des remises de dette, en faveur de l'Irak et dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale en particulier
- Canada (-9.2 %), par suite de la diminution des remises de dette et de la contraction des apports d'aide humanitaire, qui avaient été extraordinairement généreux en 2005 après le tsunami dans l'Océan Indien
- Norvège (-2.2 %)
- Nouvelle-Zélande (0.0 %), sans changement
- Suisse (-7 %), en raison de la réduction du volume des remises de dette.

Les données sur l'APD nette fournies par sept économies non membres du CAD font quant à elles ressortir les évolutions suivantes entre 2005 et 2006 :

- Corée (-44.6 %), en raison de la contraction des contributions à la Banque mondiale et aux banques régionales de développement
- Islande (55.3 %), sous l'effet d'un relèvement général des crédits affectés à la coopération pour le développement
- Lettonie (-1.0 %)
- Lituanie (15.2 %), par suite de l'accroissement des contributions à la CE

- République slovaque (-9.1 %), du fait de la contraction de l'aide bilatérale
- République tchèque (6.4 %), par suite de l'accroissement des contributions à la CE " Taipei chinois (3.6 %).

APD brute en 2006

En chiffres bruts, l'APD s'est montée à quelque 116 milliards USD. Les donateurs les plus généreux ont été les États-unis (24 milliards USD), le Japon (18 milliards USD), le Royaume-Uni (13 milliards USD), l'Allemagne et la France (12 milliards USD chacune), les Pays-Bas (près de 6 milliards USD), et l'Espagne et l'Italie (un peu plus de 4 milliards USD chacune) ; ensemble, ces pays sont à l'origine de près de 80 % des apports totaux.

Les membres ont-ils atteint leurs objectifs pour 2006 ?

En 2002, les membres du CAD avaient annoncé, avant ou pendant la Conférence de Monterrey sur le financement du développement, en vue d'accroître leur aide pour 2006 par rapport à son niveau de 2000 (voir le tableau 3).

A Barcelone, les 15 membres de l'UE s'étaient de leur côté engagés à consacrer à eux tous 0.39 % de leur RNB cumulé à l'APD en 2006, avec un objectif minimum par pays de 0.33 %. La plupart ont atteint cet objectif minimum, seuls faisant exception la Grèce, l'Italie et le Portugal. L'Espagne a elle aussi manqué la cible, de peu, au vu des données provisoires, du fait des changements récents dans son système de comptabilité nationale. Pour l'ensemble des membres de l'UE, le chiffre obtenu s'élève à 0.43 %, et est donc nettement supérieur à l'objectif de 0.39 % fixé en 2002 grâce, essentiellement, aux remises de dette.

Depuis 2002, certains membres de l'UE se sont fixés des objectifs encore plus ambitieux pour 2006, qu'ils ont atteints. La Belgique a promis de consacrer 0.5 % de son RNB à l'APD ; la Suède a dépassé son objectif d'y affecter 1 % de son RNB ; le Danemark s'est engagé à maintenir son rapport APD/RNB à 0.8 % au minimum ; l'Irlande enfin a promis de porter ses dépenses d'APD à 734 millions EUR pour 2006 (et son rapport APD/RNB à 0.5 % pour 2007 et 0.7 % pour 2012).

L'APD nette des États-unis a été plus élevée que prévu en 2006 du fait de l'ampleur des remises de dette et de la progression de l'aide consentie à l'Afrique subsaharienne, à l'Afghanistan et à l'Irak. Le Japon, qui traverse une phase de grande austérité budgétaire, n'avait annoncé aucun objectif d'APD pour 2006. La Norvège, de son côté, n'a pas réussi à atteindre son objectif - consacrer 1 % de son RNB à l'APD en 2005 - en raison de la vigoureuse croissance de son RNB.

Perspectives pour l'avenir

L'APD devrait marquer un nouveau recul en 2007, à mesure que s'amenuise le volume des remises de dette en faveur de l'Irak et du Nigeria. On peut penser que les sommes affectées à d'autres catégories d'aide iront alors en augmentant si les donateurs tiennent leurs promesses les plus récentes (voir le graphique 2).

L'UE a décidé en 2005 de renforcer encore son effort d'aide et d'affecter à cette dernière 0.56 % du RNB cumulé de ses membres en 2010, avec un objectif minimum par pays de 0.51 % pour les pays du CAD appartenant à l'UE. Le chiffre visé pour l'ensemble de l'UE tient compte des accroissements supérieurs ou égaux à ceux qu'implique l'objectif minimum par pays auxquels se sont engagés certains de ses membres qui sont membres du CAD, ainsi que de la volonté affichée

par les pays non membres du CAD de participer au renforcement de l'effort collectif en portant le volume de leur aide au-delà d'un seuil convenu.

L'Australie a de son côté annoncé qu'elle entendait multiplier par deux le volume de son APD pour le porter à quelque 4 milliards AUD pour 2010. Le Japon a pour sa part indiqué vouloir augmenter globalement de 10 milliards USD sur la période 2005 à 2009 le montant de son APD par rapport à son niveau de 2004. La Suisse, quant à elle, est censée se fixer un nouvel objectif pour 2009 et les années suivantes.

TABLEAU 1. AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE EN 2006
Données préliminaires pour 2006

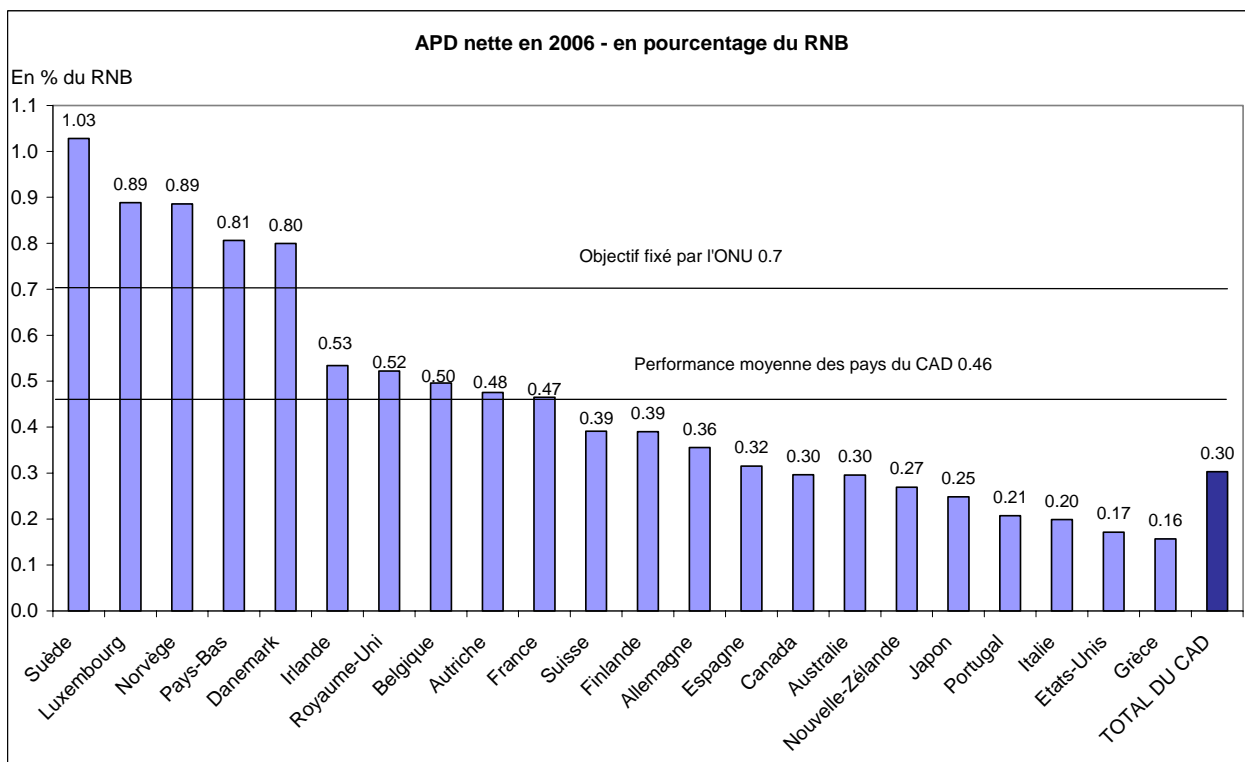
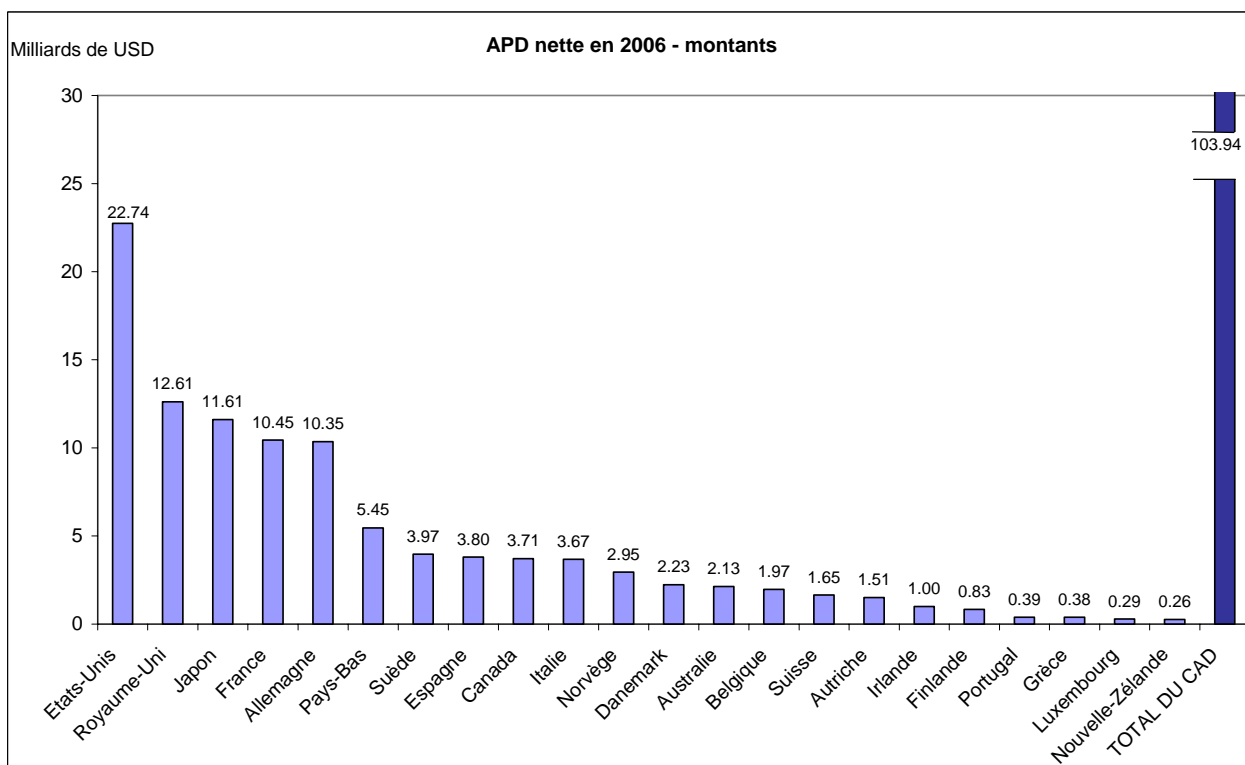
	2006		2005		2006	Variation en
	APD	APD/RNB	APD	APD/RNB	APD	pourcentage de
	millions de USD	%	millions de USD	%	millions de USD (1)	2005 à 2006 (1)
					Aux prix et taux de change de 2005	
Allemagne	10 351	0.36	10 082	0.36	10 175	0.9
Australie	2 128	0.30	1 680	0.25	2 062	22.8
Autriche	1 513	0.48	1 573	0.52	1 479	-6.0
Belgique	1 968	0.50	1 963	0.53	1 911	-2.7
Canada	3 713	0.30	3 756	0.34	3 411	-9.2
Danemark	2 234	0.80	2 109	0.81	2 171	2.9
Espagne	3 801	0.32	3 018	0.27	3 631	20.3
États-Unis	22 739	0.17	27 622	0.22	22 092	-20.0
Finlande	826	0.39	902	0.46	812	-9.9
France	10 448	0.47	10 026	0.47	10 164	1.4
Grèce	384	0.16	384	0.17	369	-4.1
Irlande	997	0.53	719	0.42	961	33.7
Italie	3 672	0.20	5 091	0.29	3 563	-30.0
Japon	11 608	0.25	13 147	0.28	11 884	-9.6
Luxembourg	291	0.89	256	0.86	269	4.9
Norvège	2 946	0.89	2 786	0.94	2 725	-2.2
Nouvelle-Zélande	257	0.27	274	0.27	274	0.0
Pays-Bas	5 452	0.81	5 115	0.82	5 329	4.2
Portugal	391	0.21	377	0.21	379	0.6
Royaume-Uni	12 607	0.52	10 767	0.47	12 177	13.1
Suède	3 967	1.03	3 362	0.94	3 866	15.0
Suisse	1 647	0.39	1 767	0.44	1 642	-7.0
TOTAL DU CAD	103 940	0.30	106 777	0.33	101 347	-5.1
Performance moyenne des pays du CAD		0.46		0.47		
<i>Pour mémoire :</i>						
CE	10 204		9 390		9 929	5.7
Pays CAD-UE	58 902	0.43	55 745	0.44	57 257	2.7
Pays du G7	75 138	0.26	80 492	0.30	73 467	-8.7
Pays non membres du G7	28 802	0.51	26 285	0.50	27 880	6.1
<i>Economies non-membres du CAD :</i>						
Corée	447	0.05	752	0.10	417	-44.6
Islande	40	0.27	27	0.18	42	55.3
Lettonie	11	0.06	11	0.07	11	-1.0
Lituanie	18	0.08	16	0.06	18	15.2
République slovaque	55	0.10	56	0.12	51	-9.1
République tchèque	155	0.12	135	0.11	144	6.4
Taipei chinois	513	0.14	483	0.14	500	3.6

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Note: Les données 2006 sont préliminaires en attendant les données détaillées qui seront publiées en décembre 2007. Les données sont standardisées pour tous les donateurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaires des pays.

Source: OCDE, 3 avril 2007.

GRAPHIQUE 1. AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE EN 2006



Source: OCDE, 3 avril 2007.

**TABLEAU 2. PART DES DONNS D'ALLÈGEMENT DE DETTES
DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE**

Données préliminaires pour 2006

	APD millions de USD courants	dont : dons au titre d'allègements de dettes	Variation en pourcentage de 2005 à 2006 (1) hors dons au titre d'allègement de dettes	Pour mémoire : Opération de rachat du Nigeria (2)
	[1]	[2]	[3]	[4]
Allemagne	10 351	2 722	12.9	429
Australie	2 128	363	3.0	-
Autriche	1 513	753	11.0	-
Belgique	1 968	409	1.5	50
Canada	3 713	245	-3.5	-
Danemark	2 234	113	-0.9	-
Espagne	3 801	526	30.1	19
États-Unis	22 739	1 575	-12.7	102
Finlande	826	-	8.1	-
France	10 448	3 543	-1.4	528
Grèce	384	-	-4.1	-
Irlande	997	1	33.7	-
Italie	3 672	1 604	-41.4	216
Japon	11 608	3 128	-9.5	346
Luxembourg	291	-	4.9	-
Norvège	2 946	23	-2.9	-
Nouvelle-Zélande	257	-	0.0	-
Pays-Bas	5 452	294	5.2	-
Portugal	391	0	1.4	-
Royaume-Uni	12 607	3 476	21.8	887
Suède	3 967	302	7.9	-
Suisse	1 647	98	0.1	-
TOTAL DU CAD	103 940	19 175	-1.8	2 579
<i>Pour mémoire :</i>				
CE	10 204	-	5.7	-
Pays CAD-UE	58 902	13 744	6.1	2 131
Pays du G7	75 138	16 293	-5.1	2 509
Pays non membres du G7	28 802	2 882	6.8	70

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

(2) Ces montants sont compris dans les colonnes [1] et [2] pour les pays qui estiment que le rachat de sa propre dette par le Nigeria sert les mêmes objectifs de promotion du développement que les autres éléments intégrés dans le traitement de la dette (voir encadré). L'Autriche notifiera EUR 34.8 millions pour le rachat dans son APD en 2007. Le Danemark prévoit de notifier le réaménagement de la dette nette avec le Nigeria sur une période de 3-4 ans, y compris DKK 235 millions pour le rachat de dette sur une durée de trois ans à partir de 2007.

Source: OCDE, 3 avril 2007.

Un rachat de dette se traduit par le fait qu'un donneur accorde un don destiné à financer le rachat par le pays bénéficiaire de sa dette. Le montant est habituellement rachaté avec une décote.

Déclaration du CAD sur le traitement dans le cadre de l'APD de la décote pour le rachat de dette du Nigeria:

En l'absence d'une directive dûment approuvée sur le traitement en tant qu'APD d'une décote accordée à un pays débiteur ayant procédé au rachat de sa propre dette au moment de l'accord du Club de Paris conclu avec le Nigeria en octobre 2005, les membres estimant que, dans le cas du Nigeria, le but principal était de favoriser le développement ont notifié la décote dans l'APD, ceux qui ont considéré qu'elle était essentiellement motivée par des considérations commerciales l'ont comptabilisée dans la rubrique Autres apports du secteur public (AASP).

Les directives en matière de notification statistique ont été clarifiées afin d'exclure de l'APD toute décote susceptible d'être accordée à l'avenir au titre d'opérations isolées de rachat de dettes réalisées dans le cadre du Club de Paris, ne faisant pas partie intégrante d'un traitement global de la dette du pays concerné. En outre, les membres sont convenus que toute opération future de rachat s'intégrant dans un traitement global, matérialisé par un seul accord, de la dette du pays concerné peut être comptabilisée dans l'APD si cet accord a pour motivation principale le développement et l'amélioration du niveau de vie du pays débiteur. Dans de tels cas, les facteurs à prendre en compte sont les suivants : a) l'accord a-t-il explicitement comme but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie, par exemple la réduction de la pauvreté ? b) le rachat représente-t-il moins de la moitié de la valeur nominale de la dette couverte par le seul accord en question ?

c) dans les cas où l'accord comprend des mesures spécifiques à l'appui d'objectifs de développement, par exemple surveiller l'évolution de la dette pour en préserver la viabilité et faire en sorte que le pays débiteur accroisse les dépenses publiques qu'il consacre à la lutte contre la pauvreté, ces mesures couvrent-elles également l'opération de rachat ?

Déclaration du Président du CAD, Richard Manning:

"J'ai étudié de près la façon dont les membres du CAD ont comptabilisé l'opération de rachat de sa dette par le Nigeria dans le cadre de l'accord conclu avec le Club de Paris, étant donné que les directives pour l'établissement des rapports statistiques au CAD ne couvraient pas ce cas de figure. Les membres du CAD ont dû décider en conséquence si l'opération de rachat était motivée au premier chef par le souci d'œuvrer au développement ou par des considérations commerciales. Différents membres sont parvenus à différentes conclusions sur ce point, mais je suis convaincu que chacun d'entre eux s'est prononcé en toute bonne foi. Les directives pour l'établissement des rapports statistiques ont été actualisées depuis de façon à couvrir de tels cas dans l'avenir."

TABLEAU 3: RESULTATS DE L'APD EN 2006 PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS DE MONTERREY ETABLIS EN 2002

	Objectifs établis en 2002			APD réelle en 2006		Objectif atteint?
	Engagement/ Annonce/ Hypothèse	Année prévue réalisation	APD/RNB en 2006	APD nette totale millions de USD	APD/RNB	
Allemagne	0.33%	2006	0.33%	10 351	0.36%	✓
Autriche	0.33%	2006	0.33%	1 513	0.48%	✓
Belgique ¹	0.70%	2010	..	1 968	0.50%	✓
Danemark ¹	>0.7%	n.a.	..	2 234	0.80%	✓
Espagne ²	0.33%	2006	0.33%	3 801	0.32%	
Finlande ¹	0.40%	2007	..	826	0.39%	✓
France ¹	0.50%	2007	..	10 448	0.47%	✓
Grèce	0.33%	2006	0.33%	384	0.16%	
Irlande ¹	0.70%	2007	..	997	0.53%	✓
Italie	0.33%	2006	0.33%	3 672	0.20%	
Luxembourg ¹	1.00%	2005 ⁵	..	291	0.89%	✓
Pays-Bas	0.80%	déjà atteint	0.80%	5 452	0.81%	✓
Portugal	0.33%	2006	0.33%	391	0.21%	
Royaume-Uni	0.40%	2005-06	0.40%	12 607	0.52%	✓
Suède	1.00%	2006	1.00%	3 967	1.03%	✓
Membres de l'UE, Total	0.39%	2006	0.39%	58 902	0.43%	✓
Australie	3% de croissance réelle	en 2002-03	0.27%	2 128	0.30%	✓
Canada	8% de croissance annuelle	jusqu'en 2010	0.29%	3 713	0.30%	✓
Etats-Unis ⁴	Augmentation de 5 milliards de USD	2006	0.12%	22 739	0.17%	✓
Japon	Pas d'objectif		..	11 608	0.25%	
Norvège	1.00%	2005	..	2 946	0.89%	
Nouvelle Zélande	APD/RNB constant		0.25%	257	0.27%	✓
Suisse ³	0.40%	2010	..	1 647	0.39%	✓
Membres du CAD, Total				103 940	0.30%	

1. Objectif minimum de 0.33% du RNB par pays de l'UE atteint ou dépassé ou maintenu au dessus de 0.7%.

2. L'Espagne a manqué de très peu l'objectif suite à une modification dans la comptabilisation de son RNB.

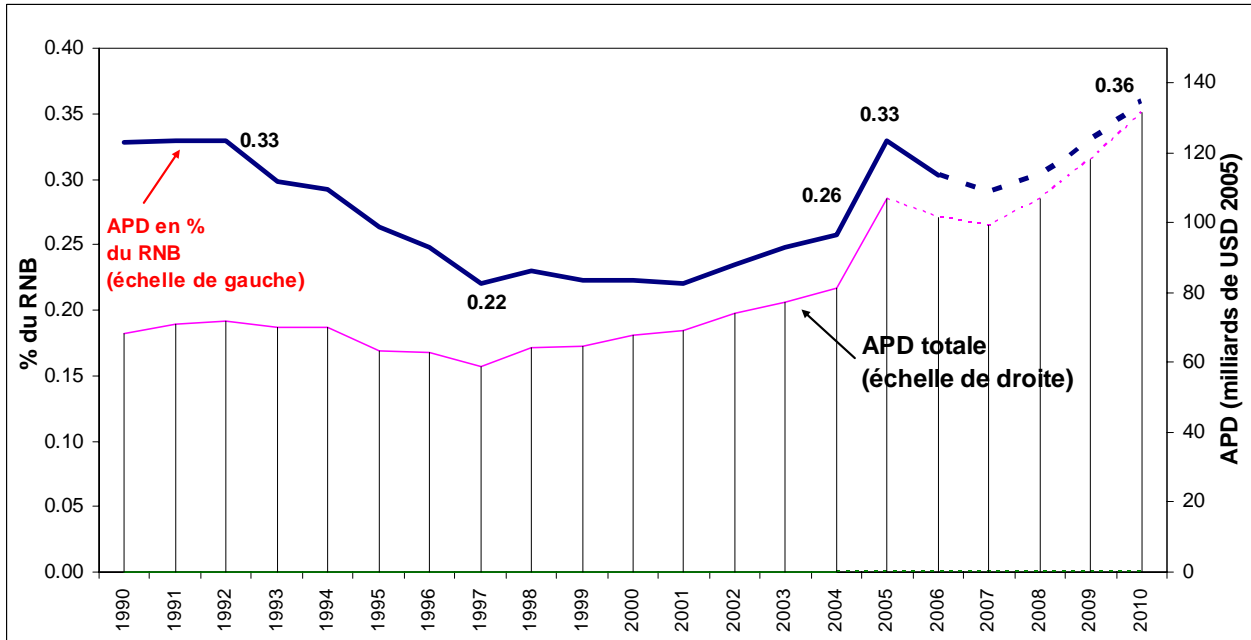
3. La Suisse est en voie de réaliser son objectif pour 2010.

4. Augmentation de 5 milliards de USD comparé au niveau de 2000, soit égal à 15 milliards de USD en 2006.

5. Reporté par la suite à 2012.

Source: OCDE, 3 avril 2007.

**GRAPHIQUE 2. APD NETTE DES MEMBRES DU CAD DE 1990 À 2006 ET SIMULATIONS DU
SÉCRÉTARIAT DU CAD JUSQUE 2010**



Source : OCDE, 3 avril 2007.